Conseil d'Etat
LEGISLATION
- 1 -
18 JANV 1954
Transmis à M. Bureau
Coordination

GK. L. 3895/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 13 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "déterminant, pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, la supputation des services accomplis pendant la guerre de 1940-1945", a donné le 2 décembre 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e October 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot regeling van het aanrekenen, inzake militaire pensioenen wegens diensttijd, van de tijdens de oorlog 1940-1945 volbrachte diensten", heeft de 2e December 1953 het volgend advies gegeven:

Aux termes de son intitulé, le projet de loi a pour but de "déterminer, pour le calcul des pensions militaires d'ancienneté, la supputation des services accomplis pendant la guerre de 1940-1945".

A cet effet, il insère dans les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 plusieurs dispositions nouvelles et dispose qu'elles sortiront leurs effets au 1er mai 1940.

Certaines de ces dispositions ne visent qu'à consacrer les principes de la législation existante en les précisant quant à leur application relative à la guerre 1940-1945. Celles-ci n'auront d'autre effet que de régulariser les pensions accordées.

D'autres, au contraire, introduisent une réglementation nouvelle moins favorable que la législation existante. Elles entraîneront dans certains cas la revision de la pension des intéressés, et, éventuellement même, l'obligation de restituer le trop-perçu.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 51 bis, 10° nouveau, "les personnes qui bénéficient de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques" peuvent compter double "le temps de leur détention pris en considération par cette loi".

.../...

Le texte du projet est en contradiction avec l'exposé des motifs quant au point de savoir quels sont les bénéficiaires de cette disposition. Le projet vise toutes les personnes qui bénéficient de la loi du 26 février 1947, alors que l'exposé des motifs ne fait état que des seuls militaires de carrière qui ont été détenus comme prisonniers politiques.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le Gouvernement entend limiter le "doublement" aux militaires en activité de service et assimilés qui bénéficient de la loi du 26 février 1947. Le Conseil d'Etat propose un texte qui traduit cette intention.

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 2 du projet, l'article 53 des lois coordonnées sur les pensions militaires est complété par deux nouveaux paragraphes.

L'article 53 actuel formera le § 1er et continuera à s'appliquer aux pensions de la guerre 1914-1918. Le troisième alinéa de l'article 53 actuel est conçu comme suit : "En outre, il sera compté une année supplémentaire aux militaires ayant pris part à la campagne de 1870".

Le Conseil d'Etat propose de reproduire l'article 53 actuel dans le projet, mais en omettant l'alinéa 3 qui est devenu sans application.

.../...

L'article 53 actuel prévoit notamment que toute fraction d'année que comporte le total sera comptée pour un an,

Le projet prévoit qu'en ce qui concerne les pensions de 1940-1945, le total sera éventuellement arrondi au mois.

Le calcul des pensions étant différent selon que les services ont été prestés au cours de l'une ou de l'autre guerre, le Gouvernement prévoit le cas du cumul de ces services dans le chef d'une même personne. A cet effet, le projet dispose que les services sont totalisés et que "si le total contient une fraction d'année, cette fraction est arrondie à l'année ou au mois commencé suivant qu'elle comporte ou non des services de la guerre de 1914-1918".

Cette disposition sortant ses effets au 1er mai 1940 en vertu de l'article 5 du projet, certaines titulaires d'une pension dans laquelle interviennent des services afférents aux deux guerres seront obligés de rembourser le trop-perçu.

Puisque telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il y a lieu de prévoir que cette disposition n'aura pas d'effet rétroactif.

\+

\+ \+

.../...

Le Conseil d'Etat signale que l'application du nouvel article 53 entraînera des inégalités de faits.

Ainsi, le militaire qui a fait deux ans et un mois de services pendant la guerre 1914-1918 peut supputer pour le calcul de sa pension trois ans de services, tout comme le militaire qui a accompli deux ans et un mois de services en 1914-1918 et, en outre, onze mois de services en 1940-1945.

\+

\+ \+

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que l'autorité compétente visée à l'alinéa 3, 1°, de l'article 3 du projet est l'Office des travaux de l'armée démobilisée (O.T.A.D.), ainsi qu'il ressort de l'arrêté du secrétaire général du Ministère des Finances du 29 mars 1941, complété par l'arrêté du 3 mars 1942, arrêtés nuls mais déclarés temporairement valables jusqu'au 15 février 1946.

.../...

Il est à remarquer que les emplois offerts et refusés dont il y est question, sont notamment des emplois auprès d'organismes déclarés nuls tels que le Secours d'hiver ou la Corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation (C.N.A.A.).

D'après les mêmes explications, il semble que l'intention du Gouvernement soit de reconnaître à l'administration, et non au pouvoir judiciaire, le soin d'apprécier souverainement si le motif du refus est valable. Les termes du projet ne permettent pas de dire, d'autre part, si seuls les motifs justificatifs donnés avant la publication de la présente loi peuvent être pris en considération, ou si les motifs pourront encore être produits au moment où une contestation s'élèvera sur le montant de la pension.

Enfin, le projet laisse dans l'incertitude la question de savoir si les décisions administratives défavorables prises jusqu'à ce jour pourront être remises en question, ou si l'intention du Gouvernement est de les valider implicitement.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de forme, notamment dans l'ordre des articles, qui résultent du texte proposé ci-après :

.../...

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS COORDONNEES SUR LES PENSIONS MILITAIRES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Un article 6 bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923 :

"Article 6 bis.- Le temps passé par les militaires de carrière de toute catégorie sous l'occupation allemande en Belgique, au cours de la guerre de 1940-1945, est compté comme service effectif.

Toutefois, n'est pas comptée comme service effectif :

1° la période postérieure à un refus, non justifié par un motif valable, d'occuper un emploi offert par l'autorité compétente;

.../...

2° la période postérieure à un crime ou délit contre la sûreté extérieure de l'Etat qui a donné lieu à une condamnation pénale;

3° tout ou partie de la période consécutive à des faits ayant donné lieu à une peine ou une mesure disciplinaire ou à une mise à la pension par application de l'article 3, A, 2°. Le Ministre de la Défense nationale détermine la période à prendre en considération, après avoir pris l'avis d'une commission de trois membres nommés par lui.".

Article 2.-

L'article 45, 2°, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 9 juillet 1951, est complété par la disposition suivante :

"Les services postérieurs à des actes qui ont entraîné une condamnation pour crime ou délit contre la sûreté de l'Etat n'entrent en compte, ni pour la revision, ni pour le calcul de l'augmentation de la pension.".

Article 3.-

Il est inséré, dans les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, un article 51 bis libellé comme suit :

"Article 51 bis.- § 1er. Pour la guerre 1940-1945, le temps à compter double dans le calcul de la

.../...

pension militaire d'ancienneté en vertu de l'article 51 est déterminé comme suit :

1° à 4° ... (texte du projet du Gouvernement) ...

5° pour les militaires qui ont participé effectivement à des combats dans les forces belges de Grande-Bretagne ou dans les forces alliées sur les contrôles desquelles ils ont été transférés au cours des hostilités avec l'autorisation du Gouvernement belge, ou qui, après avoir quitté un territoire occupé, la France ou un pays neutre, ont servi dans la brigade Libération, dans la compagnie de parachutistes, dans l'unité belge de commandos ou dans les forces alliées précitées : toutes les périodes comptées comme service effectif dans ces unités; il y est ajouté le temps mis pour rejoindre ces forces, depuis le départ d'un territoire occupé, de France ou de pays neutres, jusqu'à la prise ou reprise en force dans lesdites forces, sans que ce temps puisse excéder six mois, non compris les temps d'internement dans les pays traversés;

6° pour les militaires qui ont participé effectivement à des combats dans les corps expéditionnaires de la force publique du Congo belge ou qui, après avoir quitté un territoire occupé, la France ou un pays neutre, ont servi dans ces corps : toutes périodes comptées comme service effectif dans lesdits corps; il y est ajouté le temps écoulé depuis le départ d'un territoire occupé, de France ou d'un pays neutre, jusqu'à l'arrivée au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, sans que ce temps puisse excéder six mois, non compris les temps d'internement dans les pays traversés;

.../...

7° pour les militaires pris ou repris en force à l'armée belge après le 3 septembre 1944 : à partir de la date de leur prise ou reprise en force, toutes les périodes de service effectif;

8° pour les agents et les auxiliaires des services de renseignements et d'action : le temps de leur participation à un service de renseignements et d'action;

9° pour les résistants armés et les résistants par la presse clandestine : le temps de service effectif dans la résistance;

10° pour les militaires en activité de service ou assimilés, arrêtés comme prisonniers politiques, qui bénéficient de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques : le temps de leur détention pris en considération par cette loi.

§ 2. Si les services déterminés au § 1er sont immédiatement suivis d'une hospitalisation ou d'un congé de convalescence pour affection, infirmité ou blessure contractée ou aggravée par le fait de ces services : le temps à compter double est augmenté de la durée de l'hospitalisation et du congé de convalescence.

§ 3. Les périodes à supputer en vertu des §§ 1er et 2 ne peuvent en aucun cas débuter avant le 10 mai 1940 ni dépasser le 30 septembre 1945.".

.../...

Article 4.-

L'article 53 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 53.- § 1er. La supputation du bénéfice prévu par les articles 51 et 52 s'établit, pour chacun d'eux, en totalisant les périodes de service à faire valoir.

La fraction d'année que comporte éventuellement le total sera comptée pour un an, en ce qui regarde le bénéfice prévu par l'article 51; la fraction de mois sera comptée pour un mois, en ce qui regarde le bénéfice prévu par l'article 52.

§ 2. Pour les militaires ayant pris part à la guerre de 1940-1945, les périodes de service à faire valoir pour l'application de l'article 51 sont totalisées et la fraction de mois que comporte éventuellement le total est comptée pour un mois. En aucun cas, une même période ne peut être retenue plus d'une fois dans le calcul du temps à compter double en vertu de l'article 51 bis.

Le cas échéant, les services afférents aux deux guerres sont totalisés. Si le total contient une fraction d'année, cette fraction est arrondie à l'année ou au mois commencé suivant qu'elle comporte ou non des services de la guerre de 1914-1918.

Les pensions qui auraient été calculées de façon différente seront revisées avec effet au 1er du mois qui suivra la publication de la présente loi au Moniteur belge.".

.../...

Article 5.-

La présente loi sort ses effets le 10 mai 1940, à l'exception du § 1er de l'article 53 des mêmes lois coordonnées, tel qu'il résulte de l'article 4 de la présente loi.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Défense nationale,

Het wetsontwerp strekt, volgens de bewoordingen van het opschrift, "tot regeling van het aanrekenen inzake militaire pensioenen wegens diensttijd, van de tijdens de oorlog 1940-1945 volbrachte diensten".

Daartoe voegt het in de bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen verschillende nieuwe bepalingen in, waarvan het bepaalt dat zij met ingang van 1 Mei 1940 uitwerking zullen hebben.

Sommige van deze bepalingen hebben alleen tot doel, de beginselen der bestaande wetgeving te bekrachtigen door nadere voorzieningen inzake hun toepassing ten aanzien van de oorlog 1940-1945. Deze bepalingen hebben uitsluitend regularisatie van de toegekende pensioenen tot gevolg.

Andere daarentegen voeren een nieuwe regeling in, die minder gunstig is dan de thans geldende. In sommige gevallen zullen zij herziening van het pensioen der belanghebbenden, en in voorkomend geval zelfs de verplichting tot terugbetaling van het te veel ontvangene medebrengen.

\+

\+ \+

Volgens het nieuwe artikel 51 bis, 10°, kunnen "personen die het voordeel genieten van de wet van 26 Februari 1947, het statuut regelende van de politieke gevangenen, de volgens die wet in aanmerking komende opsluiting" tweemaal aanrekenen.

.../..

De tekst van het ontwerp is in tegenspraak met de memorie van toelichting waar het er om gaat uit te maken wie door deze bepaling wordt begunstigd. Volgens het ontwerp zijn het al degenen die het voordeel van de wet van 26 Februari 1947 genieten, terwijl de memorie van toelichting alleen melding maakt van de beroepsmilitairen die als politiek gevangenen opgesloten zijn geweest.

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat de Regering de "verdubbeling" alleen wil toekennen aan de militairen in dienst en gelijkgestelden, die het voordeel van de wet van 26 Februari 1947 genieten. De Raad van State stelt een tekst voor, waarin deze bedoeling tot uiting komt.

\+

\+ \+

Artikel 2 van het ontwerp vult artikel 53 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen aan met twee nieuwe paragrafen.

Het huidige artikel 53 wordt paragraaf 1 en zal verder gelden voor de pensioenen van de oorlog 1914-1918. Het derde lid van dit artikel luidt als volgt : "Daarenboven wordt er nog één jaar getold voor de militairen die de veldtocht van 1870 hebben medegemaakt".

.../...

De Raad van State stelt voor, het huidige artikel 53 in het ontwerp op te nemen, met weglating echter van het derde lid dat niet langer toepassing vindt.

In het huidige artikel 53 wordt onder meer bepaald dat elk gedeelte van een jaar, voorkomend in het totaal, voor een jaar zal tellen.

Het ontwerp bepaalt dat, wat de pensioenen 1940-1945 betreft, het totaal bij voorkomend geval op de maand zal worden afgerond.

Aangezien de pensioenen op verschillende wijze berekend worden naargelang de diensten in een van beide oorlogen zijn verricht, houdt de Regering rekening met de mogelijkheid, dat deze diensten in hoofde van één persoon zouden worden gecumuleerd. Met het oog hierop bepaalt het ontwerp, dat de diensten worden samengeteld en dat,indien "het totaal een gedeelte omvat van een jaar, dat gedeelte dan wordt afgerond op het begonnen jaar of op de begonnen maand, naargelang het al dan niet diensten in de oorlog 1914-1918 omvat".

Daar deze bepaling krachtens artikel 5 van het ontwerp uitwerking heeft met ingang van 1 Mei 1940, zullen sommige titularissen van een pensioen, waarvoor diensten uit beide oorlogen in aanmerking komen, verplicht zijn het te veel ontvangene terug te betalen.

.../...

Aangezien dit niet de bedoeling van de Regering is, ware het nodig te zeggen dat deze bepaling niet zal terugwerken.

+

\+ +

De Raad van State wil er de aandacht op vestigen dat de toepassing van het nieuwe artikel 53 feitelijke ongelijkheden in het leven zal roepen.

Zo zal de militair die gedurende de oorlog 1914-1918 twee jaar en een maand dienst heeft gedaan, voor de vaststelling van zijn pensioen drie jaren dienst mogen aanrekenen, evengoed als de militair die in 1914-1918 twee jaar en een maand en bovendien elf maanden dienst heeft gedaan in 1940-1945.

+

\+ +

Uit de aan de Raad van State verstrekte toelichtingen blijkt dat de bevoegde overheid, bedoeld in artikel 3, derde lid, 1°, van het ontwerp, de dienst belast met de werkzaamheden betreffende het gedemobiliseerde leger is, waarvan sprake in het besluit van de secretaris-generaal van het Ministerie van Financiën van 29 Maart 1941, aangevuld door het besluit van 3 Maart 1942, welke besluiten nietig doch tot 15 Februari 1946 tijdelijk geldig verklaard zijn.

.../...

Opgemerkt moge worden dat de aangeboden en geweigerde betrekkingen waarvan hier sprake is, met name betrekkingen zijn bij nietig verklaarde instellingen zoals Winterhulp, of de Nationale Landbouw- en Voedingscorporatie (N.L.V.)

Volgens dezelfde toelichtingen blijkt de Regering de bedoeling te hebben, niet de rechterlijke macht maar het bestuur eigenmachtig te laten beslissen over de geldigheid van de reden der weigering. Voorts kan uit de bewoordingen van het ontwerp niet worden opgemaakt, of alleen de gronden ter rechtvaardiging, welke vóór de bekendmaking van deze wet zijn opgegeven, in aanmerking kunnen worden genomen, dan wel o zodanige gronden nog zullen kunnen aangevoerd worden op het tijdstip waarop over het bedrag van het pensioen een betwisting zal rijzen.

Tenslotte spreekt het ontwerp zich niet uit over de vraag, of de tot op heden genomen ongunstige bestuurlijke beslissingen opnieuw voor behandeling vatbaar zullen zijn, of dan wel of het de bedoeling van de Regering is, ze impliciet te bekrachtigen.

\+

\+ \+

Voor het overige zijn in het ontwerp nog vormwijzigingen aan te brengen, onder meer wat de volgorde der artikelen betreft; zij blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

.../...

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE SAMENGEORDENDE WETTEN OP DE MILITAIRE PENSIOENEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Landsverdediging zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

In de bij koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt een artikel 6 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6 bis.- De tijd welke de beroepsmilitairen van alle categorieën gedurende de oorlog 1940-1945 onder de Duitse bezetting in België hebben doorgebracht wordt als werkelijke dienst aangerekend .

Als werkelijke dienst wordt evenwel niet aangerekend :

.../...

1° de periode volgend op een niet door een geldige reden gerechtvaardigde weigering, een door de bevoegde overheid aangeboden betrekking te bekleden;

2° de periode volgend op een misdaad of een wanbedrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, welke aanleiding heeft gegeven tot een strafrechtelijke veroordeling;

3° de gehele periode of een gedeelte daarvan, volgend op feiten die aanleiding hebben gegeven tot een tuchtstraf of een tuchtmaatregel of tot de oppensioenstelling bij toepassing van artikel 3, A, 2°. De Minister van Landsverdediging stelt de in aanmerking te nemen periode vast, na het advies van een uit drie door hem benoemde leden bestaande commissie te hebben ingewonnen. ".

Artikel 2.-

Artikel 45, 2°, van dezelfde samengeordende wetten, gewijzigd bij de wet van 9 Juli 1951, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Diensten verricht na daden waarop een veroordeling wegens misdaad of wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat gevolgd is, komen noch voor herziening noch voor de berekening van de verhoging van het pensioen in aanmerking.".

Artikel 3.-

In de bij het koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt een artikel 51 bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 51 bis.- § 1. Voor de oorlog 1940-1945 wordt de tijd die krachtens artikel 51 dubbel tellen moet bij de berekening van het militair pensioen wegens diensttijd, bepaald als volgt :

1° tot 4° ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

5° voor de militairen die met de Belgische strijdkrachten in Groot-Brittannië, of met de geallieerde strijdkrachten op welker stamlijsten zij in de loop van de vijandelijkheden met toestemming van de Belgische Regering werden overgeschreven, werkelijk aan gevechten hebben deelgenomen, of die na een bezet gebied, Frankrijk of een neutraal land verlaten te hebben, bij de brigade "Bevrijding", bij de compagnie parachutisten, bij de Belgische commando-eenheid of in voormelde geallieerde strijdkrachten hebben gediend: alle periodes geteld als werkelijke dienst bij die eenheden; daarbij wordt gevoegd de tijd die nodig was om zich bij die strijdkrachten te vervoegen, vanaf het vertrek uit een bezet gebied, Frankrijk of een neutraal land, tot bij de opneming of de wederopneming in de getalsterkte van die strijdkrachten, met dien verstande dat die tijd geen zes maanden, de internoringstijden in de doorreisde landen niet inbegrepen, mag overschrijden;

6° voor de militairen die met de expeditiekorpsen van de weermacht van Belgisch-Congo werkelijk aan gevechten hebben deelgenomen of die, na een bezet gebied, Frankrijk of een neutraal land te hebben verlaten, bij die korpsen hebben gediend : alle

.../...

periodes geteld als werkelijke dienst bij die korpsen; daarbij wordt gevoegd de tijd vanaf het vertrek uit een bezet gebied, Frankrijk of een neutraal land, tot bij de aankomst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, met dien verstande dat die tijd geen zes maanden, de internerings stijden in de doorreisde landen niet inbegrepen, mag overschrijden;

7° voor de militairen die na 3 September 1944 in de getalsterkte van het Belgisch leger werden opgenomen of weder opgenomen : met ingang van de datum hunner opneming of wederopneming, al de periodes van werkelijke dienst;

8° voor de agenten en de helpers van de inlichtings- en actiedienst : de tijd gedurende welke zij aan een inlichtings- en actiedienst meewerkten;

9° voor de gewapende weerstanders en de weerstanders door de sluikpers : de werkelijke diensttijd bij de weerstand;

10° voor de militairen in werkelijke dienst of gelijkgestelden, aangehouden als politiek gevangenen, die het voordeel genieten van de wet van 26 Februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen : de volgens die wet in aanmerking komende tijd hunner opsluiting.

§ 2.- Zo de in § 1 bepaalde diensten onmiddellijk gevolgd worden door een opneming in een ziekenhuis of een herstelverlof wegens een door deze diensten veroorzaakte of verergerde kwaal, gebrekkelijkheid of verwonding : wordt de dubbel aan te rekenen tijd vermeerderd met de duur van het verblijf in het ziekenhuis en van het herstelverlof.

.../...

§ 3. De krachtens de §§ 1 en 2 aan te rekenen periodes mogen in geen geval vóór 10 Mei 1940 aanvangen, noch verder gaan dan 30 September 1945.".

Artikel 4.-

Artikel 53 van dezelfde samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 53.- § 1. De berekening van het bij de artikelen 51 en 52 bepaalde voordeel geschiedt, voor elk artikel, door de samentelling van de in aanmerking te nemen dienstperiodes.

Wat het bij artikel 51 bepaalde voordeel betreft, wordt het gedeelte van een jaar, dat bij voorkomend geval in het totaal voorkomt, voor één jaar aangerekend; wat het bij artikel 52 bepaalde voordeel betreft, wordt het gedeelte van een maand voor één maand aangerekend.

§ 2. Voor de militairen die aan de oorlog 1940-1945 hebben deelgenomen, worden de voor de toepassing van artikel 51 in aanmerking te nemen dienstperiodes samengeteld en wordt het eventueel in het totaal begrepen gedeelte van een maand voor een maand aangerekend. In geen geval mag eenzelfde periode meer dan eenmaal in aanmerking worden genomen voor het berekenen van de tijd die krachtens artikel 51 bis dubbel wordt geteld.

.../...

Bij voorkomend geval worden de over de twee oorlogen lopende diensten samengeteld. Omvat het totaal een gedeelte van een jaar, dan wordt dat gedeelte afgerond op het begonnen jaar of op de begonnen maand, naargelang het al dan niet diensten van de oorlog 1914-1918 omvat.

Pensioenen die reeds op andere wijze mochten berekend zijn, zullen worden herzien, met uitwerking op de eerste van de maand volgend op de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.".

Artikel 5.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 10 Mei 1940, behalve artikel 53, § 1, van dezelfde samengeordende wetten, zoals het bij artikel 4 van deze wet is gewijzigd.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,
De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : J. SUETENS, eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State
G. VAN BUNNEN,

P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving
P. ANSIAUX,

G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.